

TNP : le nucléaire des uns et des autres

Karim
MOHSEN

13 mai
2015



Une conférence de suivi du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) – qui s'étalera jusqu'au mois de mai – s'ouvre aujourd'hui au siège des Nations unies à New York. Que faut-il en attendre ?

Sans doute que la formulation est inexacte et se demander plutôt de quels moyens dispose l'ONU pour mettre en application ses directives et résolutions en la matière. De fait, la chose ne semble pas aussi évidente que l'on pourrait le présumer. En effet, le TNP – un traité global entré en vigueur en 1970 – s'applique, selon toute probabilité, à l'ensemble des pays ou entités signataires (190, selon les statistiques de l'ONU) du document. Dans la pratique, c'est loin d'être le cas, dès lors qu'entrent en balance le poids des puissants, les ambitions des émergents et la masse (énorme) des « petits » dont l'influence sur le débat est hypothétique.

On discute du nucléaire, comme si cela allait de soi, mettant sur le même plan et dans le même panier [juste pour fixer les idées] le mastodonte étasunien et un pays africain ou pacifique. Or, il n'y a pas photo. Le Traité de non-prolifération nucléaire est en fait un attrape-nigaud. Dans la réalité, il y a trois catégories de signataires du TNP et une exception. Dans la catégorie I, nous trouvons les pays officiellement détenteurs de l'arme atomique et parapheurs dudit TNP qui sont la Chine, les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne et la Russie, ensuite l'Inde et le Pakistan, publiquement détenteurs de cette arme, mais non signataires du document et des pays comme l'Allemagne et le Japon qui ont la capacité nucléaire et adhèrent au TNP ; viennent dans la catégorie II, 44 pays dits du « seuil » (nucléaire) engagés dans la recherche scientifique dont l'Algérie, l'Afrique du Sud, l'Argentine, le Brésil, l'Iran, la Corée du Sud, etc... ; enfin dans la catégorie III, nous avons des Etats, l'écrasante majorité, qui n'entrent dans aucune de ces deux catégories qui ne sont ni détenteurs ni producteurs du nucléaire. En outre, il y a l'exception : Israël qui n'entre dans aucune de ces catégories. Ainsi, quoique détenant « officieusement » entre 200 et 400 ogives nucléaires, l'Etat hébreu – qui n'a pas paraphé le TNP – maintient l'ambiguïté sur son nucléaire et est exempté de toute justification quant à ses pratiques et recherches sur l'atome, ne faisant l'objet d'aucune curiosité de la part de l'Agence internationale de l'énergie atomique (Aiea).

A contrario, pour nous en tenir à l'actualité, l'Iran est harcelé depuis douze ans quant à son supposé programme nucléaire militaire. A partir de là, le jeu est pipé et les Nations unies – les conférences sur le TNP de 2005 et de 2010 se sont achevées par des fiascos – ne font que conforter le fait du prince et la raison du plus fort. En effet, l'Aiea n'a pas les moyens politique et juridique pour contrôler les pays détenteurs des ADM, encore moins le niveau de leur désarmement. Les Etats-Unis qui détenaient plus de 31.800 têtes nucléaires, les ont ramenées à 4200 faisant valoir récemment le département d'Etat. Certes ! Mais ce que l'on ne dit pas est que les ADM détruites (devenues obsolètes) sont remplacées par d'autres, bénéficiant des nouvelles technologies de l'énergie, plus performantes, plus meurtrières et plus globales. Aussi, le TNP apparaît comme une aimable plaisanterie qui prétend gérer de la même manière les pays producteurs et détenteurs des ADM, ceux qui en sont à leurs débuts et, pire, ceux qui n'en ont aucune connaissance, mais ont signé le document de l'ONU. Cette confusion voulue à dessein, permet tous les amalgames jusqu'à donner la même stature à un quelconque pays africain, ignorant l'abécédaire du nucléaire et un pays maîtrisant l'atome, comme la France. C'est là une hérésie. Il y a ainsi des

pays qui échappent à tous contrôles, de quelque nature qu'ils soient, et il y en a d'autres sommés de présenter patte blanche.

L'Iran en est ainsi un cas d'école. En effet, depuis 12 ans, l'Iran est attaqué autant par l'Aiea que par ledit groupe des 5+1 (les puissances nucléaires reconnues en plus de l'Allemagne). Ni l'Aiea, encore moins les 5+1 ne s'intéressent au nucléaire israélien. On interdit aux uns ce que l'on autorise aux autres. C'est un ostracisme, qui donne aux puissants qui monopolisent la science et le savoir nucléaires, le droit d'empêcher les autres d'accéder à ce savoir, même par leurs seuls moyens. Comme l'Iran. Aussi, des conférences comme celles sur le TNP, ne sont que de la frime destinée à conforter le monopole des détenteurs du savoir tout en excluant ceux n'entrant pas dans le profil ou le « politiquement correct » défini par ceux-là détenant le savoir. Preuve en est, si besoin, les cas de l'Iran et d'Israël.

28 Avril 2015